



CSA-SD 10 février 2025

Carte scolaire 2025

Présents : Le DASEN : M. Le Normand, l'Adjointe au DASEN : Mme Seguigne, Le SG : M. Bigot, les IEN de Montauban Centre, de Montauban ASH, de Caussade

Les OS : FSU, SGEN, UNSA

Préambule

La FNEC FP-FO 82 déplore qu'aucun document, hormis la carte des effectifs scolaires ne nous est transmis. C'était la même chose pour le redécoupage des circonscriptions. Seule une carte tracée à la main présentait ce projet. Nous demandons à avoir en CSA-SD, le projet du DASEN par écrit avec a minima les ouvertures et les fermetures qu'il envisage. Pour en discuter dans de bonnes conditions.

Cette carte scolaire, continuera à évoluer jusqu'au CDEN du 03 mars 2025

Projet de carte scolaire 2025

19 fermetures dont 2 en ballottage : Marcel Pagnol à Caussade et Monbéqui

15,75 ouvertures

2 à Montbartier et Esparsac

0,75 REP / TER (Territoire éducatif Ruraux) – En soutien des chefs d'établissements, des IEN 1 Conseiller Pédagogique à la circonscription de Castelsarrasin

1 PEMF

1 EANA - EFIV

0,5 IME

0,5 MDPH

0,5 Hôpital de

jour 0,5 USEP

1 Musée Fermat / lieux mémoriaux

7 postes de remplaçants sur le département

Vote :

Abstention : SGEN,

UNSA Contre : FNEC

FP-FO 82, FSU

1 - Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 82

Les gouvernements se suivent et se ressemblent sous l'ère Macron. Les projets de Loi de Finances également, avec la même méthode pour les imposer par l'article 49-3.

À nouveau, les fonctionnaires et agents publics subissent une politique d'austérité, sans précédent (50 milliards d'économie), à nouveau ils sont la variable d'ajustement d'économies drastiques en totale contradiction avec les discours des différents ministres lorsqu'ils reçoivent les organisations syndicales.

C'est donc sur la base de ce PLF que le gouvernement Bayrou va parler d'attractivité de l'emploi public, de la qualité de vie et des conditions de travail et d'efficacité du service public.

On pourrait en rire si cela n'avait pas un impact désastreux sur le pouvoir d'achat des agents, la dégradation de leurs conditions de travail, leur future retraite et accentue les risques psychosociaux. Ce gouvernement choisit de stigmatiser les fonctionnaires en réduisant de 10% la rémunération en cas de congés pour maladie ordinaire. Cette décision, sous prétexte de lutter contre l'absentéisme, crée la suspicion sur la véracité des arrêts maladies des fonctionnaires et sur les décisions des médecins. C'est inacceptable et scandaleux.

Les effectifs scolaires baissent, il faudrait donc fermer toujours plus de postes. Pourtant, les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Conséquences de politiques successives qui organisent la pénurie et la précarité depuis des années dans l'Éducation nationale. De nombreux collègues souffrent au quotidien d'une charge de travail croissante pour compenser les manquements de l'institution.

Parce que des enfants sont en crise, poussent des cris, portent des coups, jettent du matériel en classe. Parce qu'il n'y a pas de places pour les plus fragiles d'entre eux dans les établissements spécialisés/ Parce que les AESH, les PE, les membres du Rased, des enseignants référents, s'engagent physiquement, pour calmer, rassurer, protéger. Certains prennent des coups régulièrement.

Tout ceci a des conséquences sur la santé des personnels. Des problèmes cardiaques, des troubles du sommeil, des troubles de l'anxiété, des troubles musculo-squelettique, etc. Comme il n'y a pas de médecine du travail. Cela ne se sait pas. Quand les personnels ont besoin de se soigner, ils sont placés en CMO. Cela n'apparaît pas dans les statistiques des accidents de service.

Les RSST ne suffisent pas à rendre compte de cette réalité, il faudrait 18 médecins de prévention sur l'académie, pour garantir le droit à la santé au travail.

Dans le cadre de l'inclusion, de la santé des élèves, le rôle des médecins scolaires est essentiel. Les chiffres sont implacables : Depuis 2017, le nombre de médecins de l'Éducation Nationale a baissé de 30 % ! Il y a actuellement 800 médecins sur toute la France représentant un total de 699 équivalents temps plein alors que le nombre de médecins en activité en France n'a baissé que de 0,2 % dans la même période.

Selon nos calculs, il manque 15 000 INFENES pour avoir 1 INFENES par établissement et par tranche de 500 élèves ; 1 100 AS pour une répartition de 1 AS pour 2 établissements en moyenne du second degré et beaucoup plus pour couvrir le 1er degré...

Comment penser que le transfert aux départements va régler les problèmes de recrutement et d'explosion des missions des médecins (45 % des postes vacants), des infirmières, des assistantes sociales et des autres personnels ? Ce n'est pas en cachant la poussière sous le tapis que le problème va disparaître.

Les RASED ? Depuis Xavier Darcos et la mise en place des APC, leur nombre a continuellement diminué. Les RASED sont incomplets ! Leurs prérogatives sont transformées. D'experts au plus près des élèves BEP, en lien avec les équipes éducatives, ils deviennent des coachs ou des personnels ressources en concurrence avec les EMAS ou au sein du pôle ressource. Aucun poste n'est prévu pour les renforcer ! Les budgets pour rembourser l'intégralité de leurs frais de déplacement ne sont pas abondés comme il se doit.

Monsieur François Bayrou cherche également à donner le change sur l'École, sa prétendue « priorité ». Pour justifier les suppressions de postes, il explique : « on n'arrive pas à recruter » ! De qui se moque-t-il ? N'est-ce pas largement dû au gel du point d'indice décidé par le président Macron et aux contre-réformes successives ?

Il annonce la création de 2.000 postes d'AESH, mesure déjà prévue par le gouvernement Barnier, AESH qu'il ne parviendra pas à recruter car elles sont sans statut et sous-payées. Il déclare renoncer aux 4.000 suppressions de postes programmées par le gouvernement Barnier mais les arrêtés du 27 novembre 2024 fixant le nombre postes mis aux concours n'ont pas été modifiés.

Madame Borne prétend saluer l'engagement sans faille des personnels. Mais les personnels ne pourront accorder le moindre crédit aux propos de Madame Borne tant que le pouvoir reste sourd à leurs revendications, refuse toute transparence dans la gestion des carrières en dépossédant les commissions administratives de leurs compétences en matière de promotion et de mutation depuis la mise en œuvre de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique. Les lignes directrices de gestions ne peuvent se substituer au paritarisme.

Et bien évidemment, aucune remise en cause des mesures rejetées et qui continuent à s'appliquer : Parcoursup, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle, acte 2 de l'École inclusive... Pour ce gouvernement, qui a fait passer un budget sans vote, pire que celui de Barnier, il s'agit bien d'amplifier l'offensive contre les droits des salariés, contre les services publics. Pas question pour lui de toucher aux aides publiques ou aux exonérations de cotisations sociales en faveur du grand patronnat.

Et le premier ministre prétend plaider pour la « stabilité » ? Avec cette politique ? Celle qui a conduit à la catastrophe à Mayotte ? A la ruine de l'École et de l'hôpital ? Aux décès en série dans les services d'urgences ? Aux suicides de personnels comme dans l'académie de Normandie Il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement !

Pour la FNEC FP-FO nos revendications demeurent :

- Abrogation de la réforme des retraites !
- Non au « conclave » de Bayrou !
- Augmentation des salaires et du point d'indice : + 10% tout de suite !
- Abrogation du PPCR et un déroulement de carrière à l'ancienneté, pour permettre dans le cadre d'une carrière complète, d'accéder au grade et à l'échelon le plus élevé.
- Pour le mouvement intradépartemental, un barème qui repose exclusivement sur l'AGS et l'abandon de la bonification au grade et à l'échelon.
- Abandon définitif du passage à 90% du traitement pendant un CMO.
- Retrait de toutes les mesures qui détruisent **le cadre national de l'École publique**.
- Annulation de toutes les suppressions de postes et créations de tous les postes nécessaires !

Vous remerciant de votre attention.

2 – La réponse du DASEN

Dans le cadre de l'observatoire de la mixité dans l'académie, le DASEN est intervenu pour présenter le Tarn-et-Garonne et des zones particulières avec des écoles avec des écoles et établissements qui ont des IPS faibles et inférieurs à d'autres en REP.

L'IPS de la circo de Castelsarrasin se dégrade chaque année. Il se stabilise sur les circonscriptions de Caussade, Montauban centre et Valence d'Agen.

La DSDEN fonctionne à enveloppe fermée : soit on redistribue les REP, mais politiquement c'est compliqué, soit on accompagne ces zones avec la mise en place de contrats locaux d'accompagnement, ou de zones de cité éducative qui permettent l'attribution d'un fonds de 30 000 € par an pour le collège chef de file de chaque territoire.

FNEC FP-FO 82 : Qu'est-il prévu pour les personnels ? Cela fait des années, que des écoles ont des IPS inférieurs à 90 sur le département, mais ne sont pas en REP. Nous vous avons demandé d'en tenir compte pour une bonification de barème au mouvement.

Les collègues de 3 écoles avec un IPS plus faible que la moyenne des écoles REP du département vont en bénéficier. Très bien, cela reste insuffisant. Nous demandons que les PE des écoles qui ont un IPS au dessus de cette moyenne inférieur à 90 sur les six dernières années, en bénéficie également; mais vous avez refusé.

Le DASEN : Cela voudrait qu'il faudrait que la moitié des PE du département bénéficient de cette bonification.

FNEC FP-FO 82 : C'est faux. Une dizaine d'écoles seraient concernés, tout au plus. De plus, tous

les collègues qui travaillent dans les conditions d'une REP sans l'être, doivent pouvoir prétendre à la bonification REP au mouvement.

FNEC FP-FO 82 : Il n'y a pas de création de postes pour les RASED cette année. Ils resteront incomplets, débordés, pour prendre en charge la difficulté scolaire des élèves que les collègues signalent. Le manque de moyens dont ils disposent est flagrant. Le budget de fonctionnement alloué à un PSY-En est au alentour de 150 euros pour l'année, sur Montauban. Un test wisic pour mesurer les connaissances des élèves coûte plus de 1000 euros. Ils fonctionnent avec des tests obsolètes, datant de 2014. Quelles politiques voulez-vous mener pour ces personnels, et rendre leur métier attractif ?

La DSDEN dit avoir acheté ces tests pour tous les PSY-EN. Une partie a été livrée, une 2ème commande est en cours.

Le DASEN ajoute qu'il recevra bientôt les membres du RASED, pour évoquer les problèmes qu'ils rencontrent, et envisager leurs besoins, dans le cadre du redécoupage des circonscriptions. Il dit aussi s'être engagé pour que leur nombre ne diminue pas.

NDLR : Cette rencontre avec le DASEN est permise parce que nous avons mis en lumière, les problématiques du RASED au moment du projet de redécoupage des circonscriptions.

3 - Carte scolaire 2025

Politique du DASEN. Il explique les raisons qui ont conduit à ses choix.

- 26 élèves par classe.
- 24 élèves pour les GS, CP, CE1.
- IPS des écoles et les zones géographiques auxquelles ils appartiennent.
- Renforcement de l'école inclusive (Plus fort taux d'élèves notifiés sur l'académie).
- Développement du Sport scolaire (Convention signée par le Ministère avec l'USEP en Janvier 2024).
- Plus de PEMF et de conseillers pédagogiques pour la formation.
- Faire connaître le Musée National Fermat Science à Beaumont de Lomagne.
- Faire vivre les valeurs de la République et le devoir de Mémoire sur le département (Maquis d'Ornano, Septfonds).
- Renforcer l'équité entre les écoles : certaines fonctionnent avec des effectifs bas par rapport à d'autres.
- Faire attention aux effectifs ULIS afin qu'ils n'amènent pas à des dépassements trop importants du taux d'encadrement. [Le DASEN fait référence au courrier que le SNUDI-FO lui a adressé afin que les effectifs ULIS soient comptabilisés dans les effectifs scolaires.](#)
- Décharge pour faire vivre les TER.

FERMETURES PREVUES

Circonscription de Valence d'Agen

- 1 Fermeture d'école Marsac. 9 élèves rentrée 2025. Les élèves iraient à Beaumont de Lomagnes ou dans le Gers ?
- 1 fermeture Sarlac primaire (Moissac).
- 1 fermeture Chabrié (Moissac).

Circonscription de Caussade

- 1 fermeture Albias.
- 1 fermeture Nègrepelisse élem.

- 1 fermeture Lafrançaise maternelle.
- 1 fermeture Septfonds.

- **1 fermeture non définitive à Marcel Pagnol Caussade** – Les effectifs sont en baisse. L'IPS est faible, le collège est fragile, ses résultats au DNB sont faibles", la ville est paupérisée. Pourtant, les résultats de Marcel Pagnol aux évaluations sont meilleurs que ceux de l'école privé qui un IPS plus important. Cela fait réfléchir le DASEN.

Circonscription de Montauban ASH

- 1 fermeture à Bessens.
- 1 fermeture à Dieupentale : 3 locaux différents. Beaucoup d'élèves notifiées, 2 en DITEP, maintien de la décharge de direction un an. Mais après ?
- 1 fermeture Saint Sardos.

- **1 fermeture non définitive Monbéqui.** IPS de 96. 23,6 élèves par classe fermeture. Impossibilité de répartir 24 élèves pour les GS CP CE1. En cas de de fermeture : ¼ de décharge de direction en moins.

Circonscription de Montauban centre

- 1 fermeture à Camille Claudel : malgré l'IPS, le nombre d'élèves à BEP
- 1 fermeture à Fernand Balès : Déplacement du DAR envisagée mais finalement annulée. Le DAR ne restera pas à Hugues Panassié mais irait dans une autre école de Montauban. Car cela n'a pas marché de l'aveu du DASEN. **La FNEC FP-FO 82 est fermement opposée à ce dispositif** [Lien](#)
- 1 fermeture à Jean Moulin : Situation des EFIVS, compliqué en raison d'un absentéisme important.

FNEC FP-FO 82 : Les écoles Ferdinand Buisson et Léo Ferré ont des IPS faibles depuis si longtemps, qu'ils devraient depuis longtemps être en REP. Elles ont des effectifs élevés. Un grand nombre d'élèves sont notifiés, un grand nombre connaît des difficultés scolaires, sociales, familiales. Nous demandons qu'un poste de maître surnuméraire soit créé pour chacune de ces écoles, pour travailler avec les élèves et les PE qui en ont la charge. Nous comprenons que le sport, la culture et l'Histoire sont essentiels, ce pourquoi, le DASEN créer des postes. Mais au regard des difficultés que les collègues rencontrent au quotidien, nous demandons des postes devant élèves. Là où les besoins sont les plus urgents. Le DASEN dit qu'il y réfléchira.

Circonscription de Montauban Sud :

- 1 fermeture Campsas.

Circonscription de Castelsarrasin :

Castelsarrasin : Pas de fermeture sur la ville. Toutes les écoles ont un profil REP.

- **1 fermeture à Gensac : (Au dernière nouvelle, celle-ci serait annulée, une autre fermeture sera proposée !)**
- 1 fermeture à Montech Larramet élémentaire.
- 1 fermeture à Sérignac.

4- Questions diverses

1- Quelle est la procédure idoine pour obtenir une réponse concernant un problème de versement de salaire ?

Trop de personnels sont confrontés à des retards de traitement et non pas de réponses à leurs demandes.

Ce n'est pas normal que les personnels ne soient pas payés en temps et heure. Cela concerne le service paie au rectorat . Il y a des problèmes. Cela a été évoqué en CSA académique. Cela dépend de l'académie.

FNEC FP-FO 82 : C'est la preuve d'un service public qui se détériore, faute de personnels sous statut avec des moyens insuffisants pour travailler correctement. Cela engendre de l'incompréhension, de la colère chez les personnels.

2 - Sur le site de la DSDEN 82 – espace des personnels - , lorsque l'on clique sur frais de déplacement, on est redirigé vers le site ac-toulouse.fr.

Pour quelles raisons, les personnels itinérants, en formation, etc., ne peuvent accéder à une information claire à ce sujet, afin de faire prévaloir ce droit ?

Lorsqu'on arrive sur le site de l'ac-de toulouse, vous allez dans ressources pédagogiques.....C'est facile. Tous les personnels le savent.

FNEC-FP-FO 82 : Nous chercons encore ! On demandera des explications.

Pour nos revendications, pour nos droits ! Contactez- la FNEC FP-FO 82

fnecfp.fo82@gmail.com